

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Réflexion et manipulation de l'opinion

N° 572 du 29.02.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Réflexion & témoignage

1-1 Silvia Cattori : Le Président Nicolas Sarkozy au dîner annuel du CRIF...

1-2 Amnesty International : Le veto des États-Unis donne de facto le feu vert à Israël pour étendre les colonies illégales.

2 Médias et Manipulation de l'opinion

2-1 René Naba : Israël: De la propagande part. 1/3 & 2/3

2-3 Gregg Carlstrom : Quand les services secrets anglais proposent de kidnapper les dirigeants du Hamas ...et à l'UE d'en faire payer les coûts..

2-3 Video : Tous les chefs d'Etat arabes tremblent devant Israël, Obama avec...

2-4 Video : Gideon Levy et Yossi Halevi : Deux points de vue différents de la situation.

3 Histoire

3-1 Conférence de presse du Général de Gaulle, le 22 novembre 1967 : Texte de la Conférence.

1 Réflexion & témoignage

1-1 Silvia Cattori : Le Président Nicolas Sarkozy au dîner annuel du CRIF...

Jusqu'où la voix de la France va-t-elle descendre ?

Le discours prononcé le 9 février 2011 par le Président Nicolas Sarkozy au dîner annuel du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) démontre – s'il en était encore besoin –

l'alignement total de la France sur les intérêts d'Israël. L'abîme qui sépare cette position de celle qu'avait prise en 1967 le Général De Gaulle, apparaît proprement vertigineux.

19 FÉVRIER 2011

[HTTP://WWW.SILVIACATTORI.NET/ARTICLE1538.HTML](http://www.silviacattori.net/article1538.html)

Il y a déjà longtemps que, tout comme les congressistes états-uniens qui se bousculent aux dîners de l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*), le personnel politique français se presse au dîner annuel du CRIF pour y faire allégeance à Israël, comme le veulent ses organisateurs, et s'incliner respectueusement devant ce qui n'est pas seulement une organisation communautaire, mais un groupe de pression.

Premier Président de la République à s'être plié à participer aux dîners annuels du CRIF en février 2008, Nicolas Sarkozy a marqué cette année, par son discours, un pas supplémentaire dans la subordination de l'intérêt national de la France à celui d'Israël.

Se présentant comme un « *ami d'Israël* » Nicolas Sarkozy a commencé par quelques injonctions sur la recherche de la « *paix* » ; comprenez : une paix placée sous le signe de la « *sécurité d'Israël* », sans qu'il ne soit jamais question de justice ni même de sécurité pour les Palestiniens menacés quotidiennement par les agressions militaires israéliennes :

« Israël et sa sécurité sont pour la France non négociables, mais dans le même temps la France dit aux dirigeants d'Israël : vous devez négocier pour construire la paix. Il n'y aura pas de sécurité pour Israël sans la paix. »

Contrairement à Gilad Shalit - que Nicolas Sarkozy voit « *comme un Français* » alors qu'il a été fait prisonnier en opération militaire sous l'uniforme israélien - le jeune franco-palestinien Salah Hamouri emprisonné en Israël depuis près de six ans pour des raisons politiques [1] n'a naturellement pas eu droit à la moindre mention, pas plus que les milliers de prisonniers politiques Palestiniens, des civils enlevés arbitrairement de manière extrajudiciaire :

*« Je n'oublie pas non plus notre compatriote, j'ai dit notre compatriote car dès mon élection j'ai dit que Gilad Shalit je le voyais comme un Français et que **toucher à Gilad Shalit, c'était s'attaquer à la France** (...) Je l'ai dit à ses parents Noam et Aviva, jamais nous n'abandonnerons leur fils à son sort. Un sort que rien, je dis bien rien, ne saurait justifier. »*

Nicolas Sarkozy a accusé, une fois de plus, le Président iranien de vouloir « *rayer Israël de la carte* », une citation mensongère puisque l'on sait que ce dernier a dit en réalité, ce qui n'est pas du tout la même chose : « *L'Imam[Khomeiny] a dit que ce régime qui occupe Jérusalem doit être effacé de la page du temps.* » [2].

Et, alors que c'est Tel Aviv qui dispose de l'arme nucléaire et qui menace constamment l'Iran de frapper ses installations, Nicolas Sarkozy s'est fait menaçant, accusant l'Iran de violer la loi internationale, sans un mot bien sûr pour toutes les violations du droit international par Israël :

*« Que les choses soient claires, on ne peut pas accepter un Iran doté de l'arme nucléaire et de missiles dont la portée s'allonge d'année en année, en violation complète de la loi internationale. (...) Jamais je n'accepterai que des dirigeants iraniens menacent de rayer Israël de la carte. Et cette position, la France l'a affirmée à de multiples reprises. Jamais la France n'acceptera cela. **Soyez certain, Monsieur le Président que le droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité, c'est une priorité diplomatique et stratégique pour la France.** »*

Nicolas Sarkozy a terminé son allocution par l'énoncé de ses « *convictions* » sur le judaïsme et un appui réitéré à Israël :

« Je veux dire, en tant que chef de l'Etat, que le judaïsme a contribué à forger l'identité de la France. (...) Si la France a des racines chrétiennes – je l'ai rappelé et pourquoi le nier puisque c'est la vérité – la France a aussi des racines juives. La présence du judaïsme est attestée en France avant même que la France ne soit la France, avant même qu'elle ne soit christianisée. (...) Oui le judaïsme fait partie des racines de la France.

(...)

Je sais et je comprends la place particulière que l'Etat d'Israël occupe dans le cœur des juifs du monde entier. Pour la France, l'existence de l'Etat d'Israël est une exigence de la conscience universelle, et jamais les juifs de France, jamais, n'auront à choisir entre leur conscience et leur patrie. »

Alors que Nicolas Sarkozy n'a, en réalité jamais cessé de stigmatiser l'Islam et de le désigner comme une menace, cette apologie du judaïsme – expressément associée à la place que « *l'Etat d'Israël occupe dans le cœur des juifs* » apparaît particulièrement choquante.

Que cette voix là soit aujourd'hui celle de la France ! Qu'une telle servilité à l'égard des intérêts de l'Etat d'apartheid israélien, une telle cécité politique vis-à-vis des intérêts réels de la France, s'exprime aujourd'hui par la voix du Président de la République française, cela laisse atterrés ceux qui ont encore en mémoire la hauteur de vue, l'intelligence du propos et la lucidité prophétique du Général de Gaulle lors de sa conférence de presse du 22 novembre 1967 dont on trouvera ci-dessous la vidéo et le texte.

Aussi bien sur la forme que sur le fond, le contraste est saisissant !

Les Français sauront-ils se réveiller avant que leur Président n'entraîne leur pays dans des aventures qui ne le concernent pas, menées au seul bénéfice d'Israël ?

Lors de la prochaine élection présidentielle, si Dominique Strauss-Kahn est candidat, sauront-ils se rappeler qu'avec lui aussi les intérêts d'Israël passeront avant ceux de la France ? Ce dernier avait déclaré « *se lever chaque matin en se demandant comment il pourra être utile à Israël* ».

Silvia Cattori

19 FÉVRIER 2011

[HTTP://WWW.SILVIACATTORI.NET/ARTICLE1538.HTML](http://www.silviacattori.net/article1538.html)

1-2 Amnesty International : Le veto des États-Unis donne de facto le feu vert à Israël pour étendre les colonies illégales.

Mardi 22 février 2011

Amnesty International a condamné le veto opposé par les États-Unis à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies réaffirmant que les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés (TPO) sont illégales et demandant qu'Israël cesse toutes les activités de colonisation dans ces territoires, y compris à Jérusalem-Est. Les 14 autres membres du Conseil de sécurité ont voté en faveur de la résolution S/2011/24, présentée le 18 février 2011, qui était proposée par le Liban et soutenue par plus de 120 pays.

Au cours du débat sur cette résolution, l'ambassadrice américaine, Susan E. Rice, a déclaré que le gouvernement américain rejetait sans équivoque la légitimité de la poursuite des implantations de colonies israéliennes.

Cependant, elle a ajouté que la résolution ne rapprocherait pas les parties des négociations et d'un accord et risquait de durcir les positions des deux côtés. D'autres représentants américains ont récemment soutenu que le Conseil de sécurité n'était pas l'espace de discussion approprié pour traiter la question des colonies à l'heure où le gouvernement des États-Unis tente de relancer les négociations israélo-palestiniennes.

C'est au Conseil de sécurité, en tant qu'organe de l'ONU qui dispose de la plus forte autorité, qu'incombe en premier lieu la responsabilité de faire face aux menaces pour la paix et la sécurité internationales que constituent certaines activités telles que l'expansion des colonies israéliennes dans les TPO.

Amnesty International souligne que le veto opposé par les États-Unis à cette résolution – qui demandait simplement qu'Israël respecte ses obligations juridiques et ses engagements pris précédemment devant le Quartet et le gouvernement américain – décrédibilise les déclarations du gouvernement américain se disant opposé à la poursuite des constructions de colonies par Israël.

Le gouvernement israélien a indiqué qu'il comptait étendre les colonies en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, avec de nouveaux projets de construction qui seraient examinés au cours des prochains mois. Amnesty International craint qu'il n'interprète le veto américain comme un feu vert pour ces projets et ne conclue qu'il peut échapper à une censure internationale significative.

La politique d'Israël consistant à implanter ses civils sur des terres occupées viole la Quatrième Convention de Genève et est considérée comme un crime de guerre aux termes du statut de la Cour pénale internationale. De plus, elle est par essence discriminatoire et entraîne des violations permanentes des droits à un logement convenable, à l'eau et aux moyens de subsistance des Palestiniens en Cisjordanie, comme l'a montré Amnesty International à maintes reprises.

Il est par ailleurs inquiétant d'apprendre que le gouvernement américain aurait tenté de faire pression sur l'Autorité palestinienne pour qu'elle ne fasse pas voter cette résolution par le Conseil de sécurité, notamment en menaçant de réduire l'aide américaine. Si le gouvernement Obama veut réellement promouvoir une résolution durable et juste du conflit israélo-palestinien, il doit soutenir totalement le consensus international contre les colonies israéliennes illégales et les atteintes aux droits humains qui en résultent.

Share Share

Amnesty International

Mardi 22 février 2011

Source : Service presse Amnesty International

1-3 Gregg Carlstrom : Quand les services secrets anglais proposent de

kidnapper les dirigeants du Hamas ...et à l'UE d'en faire payer les coûts...

Documents compromettants pour l'Autorité Palestinienne révélés par Al-Jazeera

Les documents palestiniens révèlent que le gouvernement britannique a joué un rôle important dans l'équipement et le financement des forces de sécurité palestiniennes dont plusieurs ont été compromises dans l'usage de la torture et autres abus.

Plus incroyable encore, le service de renseignement britannique MI-6 a proposé d'enlever des membres du Hamas et du Jihad islamique palestiniens, un projet extraordinaire - et illégal - dans lequel l'Union européenne aurait payé les coûts de leur détention.

Sous la rubrique « *dégrader les capacités des groupes rejectionnistes* », le document du MI-6 suggère : « ... la rupture des communications entre leurs dirigeants et de leurs capacités de commandement et de contrôle, la détention des principaux officiers de rang intermédiaire ; et la confiscation de leurs arsenaux et ressources financières à l'intérieur des Territoires occupés. Les États-Unis et - officieusement - les moniteurs du Royaume-Uni feraient leurs rapports à la fois à Israël et au Quartet. Nous pourrions aussi explorer l'internement temporaire de leader du Hamas et du PIJ [Jihad Islamique], en s'assurant qu'ils soient correctement traités, avec un financement de l'Union Européenne. »

Une annexe au document décrit la façon dont le gouvernement britannique pourrait aider l'Autorité palestinienne. Il comprend des plans britanniques de saisie des armes à feu et roquettes en Cisjordanie et à Gaza, de coupure des sources de financement des « *groupes du refus* » comme le Hamas, et la réduction de la contrebande d'armes par des tunnels dans la bande de Gaza.

Le financement de l'AP

Il est difficile de dire lesquelles de ces idées ont été effectivement mises en pratique. Mais deux documents ultérieurs de l'année qui suit suggèrent que, à tout le moins, le gouvernement britannique a fourni des fonds pour les forces de sécurité palestiniennes.

Un document du Foreign Office britannique fournit « *une synthèse des travaux concernant le projet dans lequel le Royaume-Uni est engagé avec les Forces de sécurité palestiniennes.* » Il précise l'utilisation de centaines de milliers de dollars fournis en assistance à la sécurité de l'Autorité palestinienne.

On notera en particulier deux allocations de 90 000 dollars : l'une pour la force de sécurité préventive, l'autre pour le Service général du renseignement.

Ces deux services ont été liés à des violations à grande échelle des droits humains dans les Territoires Occupés. *Human Rights Watch* (HRW) a signalé en juillet 2008 que la Sécurité préventive avait réalisé la plupart des arrestations de militants du Hamas en Cisjordanie. « *La plupart des arrestations étaient illégales* », a rapporté le groupe, « *et les individus arrêtés ont parfois été soumis à de mauvais traitements au moment de leur arrestation ou à la torture pendant les interrogatoires.* » Le Service général du renseignement a également été compromis dans des cas de torture.

« *Les forces les plus violentes dans leurs abus, disent des associations locales, sont la Sécurité préventive et le Service général du renseignement. La plupart des violations décrites dans le présent rapport ont été commises par une de ces deux forces* », a conclu le HRW.

Dans une déclaration à Al Jazeera, le bureau britannique des Affaires étrangères a prétendu qu'il prenait les allégations de torture « *très au sérieux.* »

« [Le bureau du ministre des Affaires étrangères Alistair] *Burt a soulevé la question des violations des droits humains quand il a rencontré [le Premier ministre palestinien Salam] Fayyad la semaine dernière et il a demandé une assurance concrète que les allégations feraient l'objet d'une enquête et que les mesures appropriées seraient prises. Le Premier ministre Fayyad a tout garanti.* »

Gregg Carlstrom

aljazeera.net

25 janvier 2011.

Article original en anglais (25.01.2011) :

<http://english.aljazeera.net/palestinepapers/2011/01/2011125123356396297.html>

Traduit de l'anglais par *Info-Palestine.net* (27.01.2011) :

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10042

Mondialisation.ca, Le 27 janvier 2011

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=22983>

2 Médias et Manipulation de l'opinion

2-1 René Naba : Israël: De la propagande part. 1/3

Cette note est dédié à Monseigneur Hilarion Capucci, ancien Archevêque Grec catholique de Jérusalem (1), et à Mgr Cyrille Salim Bustros, Archevêque de Newton (Etats-Unis), porte parole du Synode des Eglises d'Orient, deux prélats Melkites qui ont maintenu vivace, au sein du clergé arabe, la revendication nationale palestinienne, bravant les foudres israéliennes et les pulsions mortifères de la frange xénophobe de l'Islam irrédentiste.

La capitulation de Barack Obama, président de la première puissance militaire de la planète, devant le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, sur les conditions de déroulement des négociations de paix israélo-palestiniennes, la pression permanente exercée par Israël sur les Etats-Unis et l'Europe, tant en ce qui concerne la neutralisation du potentiel nucléaire iranien que sur les conclusions de l'enquête internationale du Tribunal Spécial sur le Liban concernant l'assassinat de l'ancien

premier ministre Rafic Hariri, illustrent la prédominance du fait israélien dans la détermination de la diplomatie occidentale, au point de brider sa marge de manœuvre, entraînant, par contre coup, sa perte d'autonomie; Un fait qui explique une part du rejet occidental dans la sphère arabo musulmane.

L'auteur de ces lignes revient, dans une série de trois papiers, sur les ressorts de cette prééminence israélienne, comme en témoignent les révélations du site en ligne WikiLeaks du 1er décembre 2010.

I – Du bon usage de la Bible :

La terre promise, le peuple élu et la controverse théologique avec l'Eglise d'Orient.

Le génocide juif n'est pas l'unique génocide du XX^{me} siècle, ni le premier, redoutable honneur tristement revendiqué par les Arméniens de Turquie, ni le dernier (Cambodge et Rwanda 1995), ni l'unique génocide de l'histoire de l'humanité, ni le plus important, un titre qui peut être légitimement revendiqué, de par sa durée, par les Amérindiens d'Amérique et par l'Afrique, au point de constituer, par leur ampleur, non un génocide, mais un véritable sociocide, un anéantissement de la société indigène.

Unique pays au monde, avec le Kosovo, à avoir été créé par une décision de l'ONU, Israël est aussi l'unique pays au monde à refuser de se soumettre au contrôle de la légalité internationale, un des trois pays au monde à avoir assassiné un dirigeant de premier plan de l'ONU, en mission de paix en Palestine, le comte Folk Bernadotte, un acte qui vaut à Israël d'être qualifié par le politologue américain Jeremy R. Hammond d'«Etat voyou» et les assassins de l'émissaire de l'ONU, de «terroristes sionistes» (2).

Un pays spécialiste du jeu de billards à trois bandes, qui compte à son passif un lourd bilan, en termes de déstabilisation régionale, comme en témoignent les attentats antioccidentaux et antijuifs contre l'Egypte nassérienne dans la décennie 1950 (Affaire Lavon), les attentats antisémites en Irak commis par le Mossad pour forcer au départ les juifs irakiens (affaire Shulamit Cohen), dans la décennie 1960, ou encore les raids répétitifs et les assassinats extrajudiciaires tant en Palestine, qu'au Liban, dans la période 1970-2000, ou enfin, le déploiement d'un important réseau d'agents, y compris au sein du commandement de l'armée, doublé du noyautage du réseau des télécommunications libanais.

Si la question juive revêt, toutefois, une importance particulière dans la sphère occidentale, particulièrement en Europe, c'est principalement en raison du fait que les deux pays qui passaient pour les plus civilisés de l'époque -l'Allemagne et la France- ont massacré leurs propres concitoyens du fait de leur origine ethnico religieuse.

Mais, osons l'affirmation, si les Juifs avaient été des Iroquois d'Amérique du Nord, des Guaranis d'Amérique latine, des Bassas Bamilékés, des Songhaïs ou des Soninkés d'Afrique, voire même des Arabes, particulièrement des Palestiniens, gageons que l'Occident n'aurait jamais sanctuarisé ce problème.

L'orchestration d'une concurrence mémorielle sur des sujets de grandes souffrances ne relève pas de la victimologie. Elle révèle la pathologie de leur auteur. N'en déplaise, en effet, aux nombreux intellectuels de cour qui gravitent dans l'orbite dupouvoir, les trois grandes figures tutélaires du XX^{me} siècle pour leur contribution à la morale universelle auront été, faut-il le rappeler, trois personnalités du tiers monde colonisé, le Mahatma Gandhi (Inde), Nelson Mandela (Afrique du Sud), et, pour l'espace francophone, le Martiniquais Aimé Césaire, trois apôtres de la non-violence, une consécration qui retentit comme un camouflet pour les pays occidentaux avec leur cortège de nazisme, de fascisme, de totalitarisme et d'esclavagisme. Mais le fait est que le primat d'Israël conditionne le discours politique occidentale, tant en en raison de la responsabilité des grands pays européens dans le massacre de leurs compatriotes de confession juive, dans une sorte de solidarité expiatoire, que de l'activisme d'un important groupe de pression pro israélien dans un pays, les Etats-Unis, qui se trouve être la puissance majeure de l'époque contemporaine et chef de file du camp occidental.

Sauf à considérer l'intégrisme juif plus soluble dans la démocratie que l'intégrisme musulman, comment expliquer, sinon, cette dualité de comportement à l'égard des principaux protagonistes du conflit israélo-arabe. Se féliciter de la propulsion au pouvoir de la frange la plus radicale de l'extrême droite israélienne et ostraciser les formations paramilitaires arabes ou islamistes, alors que tant le Likoud que le Hamas ne prévoient pas dans leur charte, le premier, la reconnaissance de la Palestine, et le second, Israël, et que les «Fous de Yahvé» auront épinglé sur leur tableau de chasse l'ancien premier ministre, Itzhak Rabin, le négociateur des accords israélo-palestiniens d'Oslo, signe patent d'une volonté de paix, une cible qu'aucun intégriste palestinien, arabe ou musulman, n'aurait jamais rêvé d'atteindre.

Israël représente, en effet, le 3^{me} pays par ordre d'importance en terme de couverture médiatique, derrière les Etats-Unis (300 millions d'habitants) et la Chine (1,5 milliards d'habitants). Malgré les conditions de sa naissance controversée, Israël a réussi à occuper le devant de la scène médiatique, captant constamment l'attention de l'opinion occidentale, réussissant le tour de force de placer sur la défensive tous ses contradicteurs, les Européens, naturellement, assignés à un complexe de culpabilité éternel du fait du génocide hitlérien, les Américains, par instrumentalisation d'un important groupe de pression pro israélien animé d'une volonté de domination hégémonique sur la zone pétrolifère du Moyen orient, le Monde arabe, enfin, par son indigence à maîtriser les techniques de communication de la guerre psychologique moderne, doublée d'un défaut d'un argumentaire accessible à l'opinion occidentale, principal champ de bataille de l'opinion internationale, quand bien même il dispose de considérables atouts, les conditions historiques de la naissance de l'Etat juif, ainsi que le palmarès du tiers monde au titre de la morale universelle.

Au-delà de la présence d'un fort lobby pro israélien, la synergie entre Israël et les Etats Unis repose sur de fortes similitudes présidant aux conditions historiques de la formation de leur Etat. Une démarche identique, un processus similaire, un langage synchrone, un messianisme idéologique commun, un partenariat stratégique hors du commun, la spoliation, enfin, comme ciment fondateur de leur état respectif, un fait attesté tant par des acteurs majeurs du projet sioniste que par des sommités intellectuelles incontestables.

«Si j'étais un dirigeant arabe, je ne signerai jamais un accord avec Israël.

C'est normal: Nous avons pris leur pays. Il y a eu l'antisémitisme, les Nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute ?

Ils ne voient qu'une seule chose: Nous sommes venus et nous avons volé leurs terres. Pourquoi devraient-ils accepter cela?»,

relèvera David Ben Gourion, le premier chef du gouvernement israélien, le 18 juillet 1948, dans les semaines qui suivirent la déclaration unilatérale d'indépendance de l'Etat Hébreu (3). Pour la première fois dans l'histoire, «une nation promet solennellement à une autre (nation en gestation) le territoire d'une troisième nation», renchérit, comme en écho, Arthur Koestler, auteur hongrois anticommuniste philo sioniste (4).

Autrement dit, une fraction de la Palestine est promise aux Juifs non pour les dédommager des atrocités commises à leur égard par les Palestiniens ou les Arabes, mais en compensation des persécutions qu'ils ont eu à subir en Europe. En somme, comme cela se dit vulgairement, c'est à dire dans le langage populaire, «on les dédommage sur le dos de la bête».

«Ma perception de la conjoncture israélienne reste subordonnée à une autre à laquelle je suis encore plus sensibilisée; celle qui se produisit il y a quelques siècles, de l'autre côté du monde, quand d'autres persécutés et opprimés vinrent s'établir sur des terres occupées depuis des millénaires par des peuples plus faibles encore et qu'ils s'empresseront d'évincer.

Je ne puis évidemment pas ressentir comme une blessure fraîche à mon flanc la destruction des Peaux Rouges et réagir à l'inverse quand les Arabes Palestiniens sont en cause», déclarera dans un mémorable rappel à l'ordre à tous les activistes sionistes, l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, dans son ouvrage «Tristes tropiques». Accablant constant qui se passe de commentaires.

La position de l'Eglise d'Orient

Le retour à Sion, la terre promise au peuple élu: Pour la première fois dans le débat public international, l'Eglise d'Orient a mis en question le bien fondé théologique de la mise en œuvre de la notion de «terre promise» pour «justifier le retour des juifs en Israël et l'expatriation des Palestiniens » (5).

Sujet tabou s'il en est, cette position a été affirmée par Mgr Cyrille Salim Bustros, Archevêque de Newton (Etats-Unis) à l'occasion du synode des Eglises d'Orient, qui est tenu du 14 au 24 octobre 2010, au Vatican. Les évêques et patriarches orientaux y affirment qu'il « n'est pas permis de recourir à des positions bibliques et théologiques pour en faire un instrument pour justifier les injustices ».

« Pour nous, chrétiens, on ne peut plus parler de Terre promise au peuple juif », terme qui figure dans l'Ancien testament, car cette « promesse » a été « abolie par la présence du Christ ». Après la venue du Jésus, « nous parlons de Terre promise comme étant le royaume de Dieu », qui couvre la Terre entière, et est un « royaume de paix, d'amour, d'égalité (et) de justice », a ajouté le prélat, s'exprimant en sa qualité de président grec melkite catholique de la commission pour le message du synode pour le Moyen-Orient.

Ce synode est le premier synode de l'histoire de la chrétienté qui se tient au Vatican, en présence des représentants de l'Islam et du Judaïsme.

Les Chrétiens d'Orient sont les Chrétiens originels, les Chrétiens des origines de la chrétienté.

Leur nombre serait de l'ordre de 13 millions de personnes, soit la population du Benelux, vivant aujourd'hui au Proche-Orient, en Turquie et en Iran et autant dans les pays de la diaspora en Amérique du nord, en Amérique latine, en Australie et en Europe occidentale, soit un total de 26 millions de personnes.

Selon les estimations les plus généralement admises, le Liban compterait environ 30% de chrétiens, la Syrie 10%, la Jordanie 2%, l'Irak 3%, la Palestine 2%, l'Egypte 8%, Israël enfin 10% essentiellement des Arabes israéliens, un borborygme qui désigne les Palestiniens porteurs de la nationalité israélienne.

Véritable électrochoc, cette déclaration inhabituelle tant sur le fond que sur la forme, en tout cas dans les sphères occidentales a été accueillie par un silence glacial par les élites politiques et intellectuelles occidentales, tétanisées par le fait juif, entraînant une réplique du Centre Simon Wiesenthal accusant son auteur d'«antisémitisme». La controverse suscitée à propos de cette déclaration épiscopale témoigne de la sensibilité du sujet.

Mais, au-delà des considérations bibliques et des justifications morales, l'impératif stratégique a prévalu dans la création d'Israël au Moyen orient. Une entité occidentale au coeur du Monde arabe à l'intersection de sa rive asiatique et de sa rive africaine, scellait la rupture définitive de la continuité territoriale de l'espace national arabe, la rupture du point d'articulation entre la voie continentale et la voie maritime de la «Route des Indes», la voie marchande des caravanes reliant le couloir syro-palestinien à son prolongement égyptien, une rupture stratégique du continuum au point de confluence des voies d'eau arabes (le Jourdain, le Yarmouk, le Hasbani et le Zahrani) et de ses gisements pétroliers, source de sa richesse, de son décollage économique et de sa puissance future.

Autrement dit, le «Foyer National Juif» s'est déployé en Palestine, précisément, et non à Madagascar ou en Argentine comme cela était prévu dans le projet originel pour l'évidente raison que la mise en place de cette entité occidentale au coeur du Monde arabe répondait avant tout à un géotropisme permanent des puissances coloniales: le verrouillage de l'espace arabe au prétexte de la liberté de navigation et de la sécurité de la route des Indes: Gibraltar, le Canal de Suez, l'Ile de Massirah, la côte des pirates auront ainsi tout au long de l'histoire moderne constitué autant de jalons de l'expansion européenne, autant de places fortes de garnison et de vigiles de l'Empire britannique.

Le choix de la Palestine s'est fait en vertu du principe de la vacuité géographique. L'habillage idéologique à cette entreprise de prédation se résumait par ce slogan «Un peuple sans terre pour une terre sans peuple».

Un slogan mystificateur car il revenait à nier l'existence d'une population dont les ancêtres s'étaient frotté victorieusement

aux Croisés, en Palestine. Nier l'existence d'une civilisation, marquée par une économie agricole réputée pour son huile, ses vins, le vin de Latroun, ses agrumes, les oranges de Jaffa célèbre dans l'ensemble de la Méditerranée, bien avant la fertilisation du désert par les vaillants Kibboutzim, autre mystification de la légende sioniste.

La notion de vacuité s'est depuis lors déclinée dans toutes ses variantes.

De la vacuité géographique nous sommes ainsi passés à la vacuité culturelle puis à la vacuité politique, enfin à la vacuité stratégique du monde.

La vacuité culturelle: La Palestine a été décrétée en situation de vacuité par application de la théorie de Metternich, «le Res Nullus», tout simplement parce qu'elle a eu la mauvaise idée de se situer du mauvais côté de la frontière et de l'imperium européen. «En dehors des frontières de la civilisation, il était loisible d'insérer librement, au milieu des populations plus ou moins arriérées –et non contre elles- des colonies européennes qui ne pouvaient être que des pôles de développement». Autrement dit, la Palestine n'était pas un territoire vide démographiquement, mais culturellement, vide d'une sorte de vacuité culturelle, car ne répondant pas au standard européen. Près de cent ans plus tard, l'Irak était, à son tour, frappé de «vacuité politique», qu'il importait de lui appliquer la démocratie américaine, avec les déplorables conséquences que l'on constate quotidiennement sur le terrain.

Au plan politique, la théorie de la vacuité palestinienne s'applique d'ailleurs d'une manière discontinue depuis 1948 sur le plan politique. L'absence de progrès dans la recherche de la paix a toujours été imputée à l'absence de volonté de paix chez les Arabes, ce qui a été vrai un certain temps, mais qui n'est plus vrai depuis 1982 (adoption du plan de Fès Maroc), et surtout à l'absence d'interlocuteurs palestiniens, ce qui n'a jamais été vrai.

Le bestiaire israélien est riche pour désigner les arabes «des «animaux à quatre pattes», aux «cafards», sans que cette débauche de xénophobie ne

suscite la moindre protestation dans les chancelleries occidentales, sans que les Palestiniens soient identifiés pour eux mêmes, pour ce qu'ils sont, des Palestiniens, les habitants originels de la Palestine, quand ils ne sont pas qualifiés de «terroristes», ils sont tour à tour, arabes israéliens ou habitants des territoires (lesquels?) ou alors, selon leur appartenance communautaire ou ethnique (druzes, bédouins) jamais arabes palestiniens ou tout simplement palestiniens.

Références

1- Mgr Hilarion Capucci, ancien Archevêque Grec Catholique de Jérusalem, a été emprisonné pendant 2 ans (1974-1976) par Israël pour son soutien à la cause palestinienne. Né en 1922 à Alep (Nord Syrie), Mgr Capucci, malgré son âge avancé, a participé au mouvement international de soutien pour la levée du Blocus de Gaza. Il se trouvait à bord du bateau turc MV Mavi Marmara, pris d'assaut par la marine israélienne en Mai 2010, alors que la flottille humanitaire tentait de briser le blocus naval de l'enclave palestinienne.

2 – Affaire Bernadotte: L'un des actes les plus notoires du terrorisme israélien a eu lieu en 1948 quand des forces juives, membres de la faction LEHI (aussi connue comme le groupe Stern) ont assassiné le comte Suédois Folk Bernadotte, médiateur appointé par l'ONU. Bernadotte a été tué le 17 septembre 1948, au lendemain de sa présentation de son second plan de médiation qui réclamait notamment le rapatriement et des dédommagements pour les réfugiés palestiniens, dont le sort constituait un des points de discorde entre Israël et les Etats-Unis. A la présentation de son rapport, les Israéliens avaient déjà expulsé plus d'un demi million de Palestiniens hors de chez eux. Les deux autres attentats contre des émissaires de l'ONU ont eu lieu, le premier, au Congo contre Dag Hammarskjöld, Secrétaire Général en fonction à l'époque, (1953-1961), le 18 septembre 1961, et, en Irak, contre le siège de l'ONU, le 19 Août 2003, provoquant la mort d'une vingtaine de personnes, dont le chef de la mission, le brésilien Sergio Vieira de Mello. Jeremy Hammond énumère soixante dix neuf (79) résolutions internationales qu'Israël viole ou se refuse à appliquer, au terme d'une étude, publiée dans «Foreign Policy», couvrant 61 ans de vie diplomatique, la période allant de 1948, -(résolution 57 du 18 septembre 1948 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU dans la foulée de l'assassinat par les Israéliens du Comte Bernadotte, médiateur du conflit entre juifs et arabes), à 2009 avec la résolution 1860 du 8 janvier 2009 concernant la destruction de Gaza.

3-Cf. «Israël et ses tribus: l'Etat Hébreu fête ses 60 ans»-Courrier international N° 913 du 30 Avril au 6 Mai 2008

4- «Les cent clés du Moyen-orient» Alain Gresh et Dominique Vidal -Edition de l'Atelier

À propos chrétiens d'Orient cf.:

Le singulier destin des Chrétiens d'Orient Part 1/2

Déclaration du Synode/Moyen-Orient: Israël ne peut s'appuyer sur la Bible pour justifier l'occupation (AFP- 23 octobre 2010). Déclaration de l'Archevêque de Newton (Etats-Unis) Mgr Cyrille Salim Bustros, président Grec Melkite Catholique de la commission pour le message du synode pour le Moyen-Orient.

CITE DU VATICAN- Israël ne peut pas s'appuyer sur le terme de « Terre promise » figurant dans la Bible pour « justifier le retour des juifs en Israël et l'expatriation des Palestiniens ». « On ne peut pas se baser sur le thème de la Terre promise pour justifier le retour des juifs en Israël et l'expatriation des Palestiniens ». Les évêques et patriarches orientaux affirment qu'il « n'est pas permis de recourir à des positions bibliques et théologiques pour en faire un instrument pour justifier les injustices ». « Pour nous, chrétiens, on ne peut plus parler de Terre promise au peuple juif », terme qui figure dans l'Ancien testament, car cette « promesse » a été « abolie par la présence du Christ ».

Après la venue du Jésus, « nous parlons de Terre promise comme étant le royaume de Dieu », qui couvre la Terre entière, et est un « royaume de paix, d'amour, d'égalité (et) de justice ». « Il n'y a plus de peuple préféré, de peuple choisi, tous les hommes et toutes les femmes de tous les pays sont devenus le peuple choisi », a ajouté le prélat. Le prélat Il a par ailleurs mis

en avant deux problèmes dans la solution préconisée par la communauté internationale et le Vatican d'instituer un Etat juif et un Etat palestinien pour résoudre le conflit au Proche-Orient.

Dans le cadre d'un Etat juif, il s'est inquiété du risque d'exclusion « d'un million et demi de citoyens israéliens qui ne sont pas juifs mais arabes musulmans et chrétiens ». Pour lui, il vaudrait mieux parler d' »un Etat à majorité juive ». La question du « retour des déplacés palestiniens » est « aussi très grave », a-t-il ajouté. « Quand on va créer deux Etats, il va falloir résoudre ce problème », a affirmé Mgr Bustros.

René Naba

Lundi 10 janvier 2011

Source : René Naba

<http://www.renenaba.com/...>

2-2 René Naba : Israël: De la propagande part 2/3

I – Hasbara, Kiss, GIYUS. ORG, Spot and Shoot, le vade-mecum des outils de la stratégie israélienne de communication,

La place prépondérante qu'occupe Israël en termes d' «unités de bruit médiatique» s'explique aussi par sa maîtrise des outils de la stratégie de communication moderne grâce à des techniques qui ont pour nom Hasbara, Kiss, GIYUS. ORG, abscons pour le grand public.

Hasbara (1): Le terme hébreu «Hasbara» se traduit officiellement par «explication publique» mais signifie couramment «propagande», du latin *propaganda*, ce qui doit se propager.

Cela inclut non seulement le travail des relations publiques gouvernementales mais des questions plus secrètes que traite le pouvoir israélien avec une cohorte d'organisations privées et d'initiatives qui font la promotion de l'image d'Israël dans la presse, à la télévision et en ligne. Conséquence de la dégradation de l'image d'Israël, en général, et de l'armée israélienne, en particulier, consécutive au bellicisme de ses équipes gouvernementales, Israël déploie une équipe de cybernautes pour diffuser une désinformation positive.

Le ministère des Affaires étrangères israélien a ainsi mis sur pied une équipe clandestine spéciale de travailleurs rémunérés dont le travail consiste à surfer sur l'Internet 24 heures sur 24 pour propager des informations positives sur Israël. Le recrutement s'opère parmi les soldats fraîchement diplômés et démobilisés, dotés de compétences linguistiques, en vue de jouer le rôle de surfeurs ordinaires, tout en propageant la ligne gouvernementale sur le conflit du Moyen-Orient. Les surfeurs de l'opération HASBARA ne s'identifient pas comme Israéliens, mais comme des surfeurs dont les propos ont une touche personnelle, mais qui reposent en fait sur un argumentaire mis au point par le ministère. Une équipe de cybernautes, en somme, pour diffuser de la désinformation positive en vue de tenter d'étouffer le débat, comme ce fut le cas lors de l'assaut naval israélien contre la flottille humanitaire de Gaza, en avril 2010.

L'existence d'une «équipe Internet de combat» est apparue au grand jour depuis qu'elle a été inscrite dans le budget du ministère des Affaires étrangères en 2009. Près de 105 000 € ont été réservés à une première phase de développement, et un financement supérieur est prévu pour la suite, en raison de l'importance prise par l'Internet dans la guerre psychologique contemporaine, au point de devenir un théâtre d'opérations dans le conflit israélo-palestinien.

Le soutien à Israël qui s'exprime, d'une manière passionnée, dans les sections interactives des sites Internet, forums, chats, blogs, Twitters et Face book, n'est pas aussi spontané qu'il n'apparaît à première vue. Une synchronisation est effectuée avec un groupe de défense privé, particulièrement actif GIYUS. ORG (Give Israel Your United Support). Ce groupe disposerait de près de 50 000 activistes, équipés d'un programme téléchargé «MEGAPHON», chargé d'alerter leurs ordinateurs chaque fois qu'un article critiquant Israël est publié. Ils sont alors censés bombarder le site de commentaires de soutien à Israël.

Spot and Shoot (2): En complément à la bataille de l'Internet, Israël a développé la guerre optronique (optique électronique) sous un programme intitulé Spot and Shoot (Repère et Tire), qui équivaut à un meurtre à distance par télécommande. Des opérateurs sont assis devant un écran de télévision à partir duquel ils peuvent contrôler l'action avec une manette de style PlayStation. Le but: tuer. Manié par des jeunes israéliennes qui font leur service militaire, Repère et tire, comme l'appelle l'armée israélienne, peut ressembler à un jeu vidéo, mais les silhouettes sur l'écran sont de vraies personnes, les Palestiniens de Gaza, qui peuvent être tués par la pression d'un bouton sur la manette. Des femmes soldats, situées loin de là dans une salle d'opération, ont la responsabilité de cibler et d'actionner les tirs des mitrailleuses télécommandées installées sur des tours de guet tous les quelques mètres le long de la grille électronique qui encercle Gaza.

Le système est l'un des derniers dispositifs de «meurtre à distance» développé par la Compagnie israélienne d'armement Rafael, l'ancienne division de la recherche en armement de l'armée israélienne, désormais une firme gouvernementale distincte. Le contrôle à distance du matériel militaire comme 'Spot and Shoot' est le visage de l'avenir. Il espère que d'ici une décennie, au moins un tiers des machines utilisées par l'armée israélienne pour le contrôle terrestre, aérien et maritime seront télécommandées.

B- KISS: Pour « Keep It Simple and Specific » ou « Keep It Stupid and Simple ». La méthode repose sur le principe selon lequel une question simple et précise vaut souvent mieux que d'aller droit au but en attendant que l'utilisateur fasse lui-même un raisonnement plus complexe. Offrez à votre interlocuteur la possibilité de donner son opinion. Faites-lui sentir qu'il est spécial à vos yeux. Tenir compte des remarques de l'interlocuteur et signaler le lui, cela encouragera sa réceptivité à vos arguments.

II- L'argumentaire ou la proposition du "The Israël Project's 2009, Global Language Dictionary»

Le principe de base repose sur l'axiome selon lequel le langage d'Israël et le langage des Etats-Unis sont synonymes, s'articulant sur des mots basiques: «démocratie», «liberté», «sécurité».

Un rapport intitulé "The Israël Project's 2009 Global Language Dictionary», rédigé par Franz Lunzt, un américain sioniste, opérant pour le compte du groupe de pression, «The Israël Project (TIP)», basé à Washington, vise à faire la promotion de la version israélienne des événements, en proposant d'expressions et vocabulaire « prêts à l'emploi » afin de donner une image positive d'Israël.

Ce rapport de 117 pages, établi en avril 2009 et mis à jour par Newsweek le 10 juillet 2010, part du constat que les médias sont la source principale de l'information sur le Moyen Orient pour la grande majorité des Américains. Il invite en conséquence les dirigeants pro israéliens à s'assurer que des histoires solides et « programmables à la TV » soient choisies et montrées dans les médias sur une base régulière.

Fondé sur des sondages auprès des Américains, le rapport est une leçon aux autorités américaines sur la manière de présenter le «plat Israël» à la planète. Le rapport se conclut par cette affirmation péremptoire: « ce n'est pas ce que vous dites qui compte. C'est ce que les gens entendent ».

De l'usage du vocabulaire et du ton: L'auteur donne plusieurs exemples des «mots pour le dire» dans des encadrés citant des exemples de ce qu'il ne faut pas dire, et ce qu'il faut dire. Il cite en exemple l'usage de l'Empathie:

«Même les questions les plus difficiles peuvent être contournées si vous êtes prêts à accepter la notion que l'autre côté a, au moins, une certaine crédibilité. Si vous commencez votre réponse avec « je comprends et je sympathise avec ceux qui » vous construisez déjà la crédibilité dont vous aurez besoin pour que votre audience sympathise et soit d'accord avec vous.

Un ton condescendant, paternaliste, fera fuir les Américains et Européens. «Nous sommes à un moment de l'histoire où les Juifs en général (et les Israéliens en particulier) ne sont plus perçus comme des personnes persécutées. Les audiences américaines et européennes -audiences non juives sophistiquées, éduquées, ayant leurs points de vue- les Israéliens sont souvent vus comme les occupants et les agresseurs» souligne-t-il. L'auteur recommande de différencier clairement Palestiniens et gens du Hamas. Par humilité, Ne pas prétendre qu'Israël est dans l'erreur ou sans-faute, mettre constamment l'accent sur les buts militariste du Jihad et du support iranien du terrorisme afin de créer de l'empathie pour Israël., rappelant régulièrement qu'Israël veut la paix, évoquant au passage des expressions telles « compromis », « diplomatie économique », « exemples d'efforts de paix » « prospérité économique » (pour les Palestiniens).

Dernière et non la moindre des recommandations: Parler du futur, jamais du passé, en laissant entrevoir un espoir. Eviter une attaque directe de votre opposant. Utiliser un ton doux. Montrer vos regrets que les Palestiniens aient été si pauvrement gouvernés. Et surtout «Ne pas parler de la religion, mais, en revanche, Faire un parallèle entre les États-Unis et Israël incluant la défense contre le terrorisme».

III – Le lobby pro israélien aux Etats-Unis

Le CAIAP (3) – Le CAIAP «Le Comité Américano-israélien des Affaires Publiques », est le deuxième lobby le plus puissant du pays après la National Rifle Association(Le lobby des porteurs d'armes) dans la liste du National Journal. Son objectif est simple: un Israël puissant, libre d'occuper les territoires qu'il veut, des Palestiniens affaiblis et un soutien américain aveugle à Israël. Il dispose pour ce faire d'un formidable réseau de partisans dans tout le pays. Ses 100 000 membres, une augmentation de 60% par rapport à 2001, sont dirigés par neuf bureaux régionaux, leurs dix bureaux satellites, et l'équipe de Washington, un groupe d'une centaine de personnes hautement professionnel qui comprend des lobbyistes, des chercheurs, des analystes, des organisateurs et des publicitaires soutenus par un énorme budget de 47 millions de dollars par an.

L'équipe du CAIAP est célèbre au Congrès pour sa dextérité à recueillir les dernières informations sur les affaires du Moyen-Orient pour les convertir en communiqués politiques digestibles et soigneusement orientés (selon leurs idées) à l'usage des assistants parlementaires.

Le CAIAP concentre tous ses efforts sur le Congrès, la pression sur la branche exécutive est opérée par (le lobby) la «Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations» (la conférence des présidents des organisations majeures juives américaines). Ce groupe, moins connu que le CAIAP, dispose toutefois d'autant de pouvoir. Constitué des chefs de plus de 50 organisations juives américaines, la «Conference of Presidents» est censée représenter la voie collective de la communauté juive américaine, laquelle tend à être plutôt pacifiste au sujet des problèmes au Moyen Orient.

Hillary Clinton continue de vouloir faire oublier sa déclaration de 1998 pour un Etat palestinien et le baiser donné à Suha Arafat en 1999. Elle a depuis cherché à compenser en votant selon les idées du CAIAP sur presque toutes les questions.

Pour les élections en cours, elle a reçu 80 000 dollars de la part des pro israéliens, plus que n'importe quel autre candidat au Congrès. Du fait des dons, le lobby pro israélien peut compter sur la moitié de la Chambre des députés, de 250 à 300 membres, pour faire tout ce que le CAIAP veut, sans poser de questions.

Dans les faits, cette organisation est dirigée par son vice-président, Malcolm Hoenlein, longtemps proche du mouvement des colons. Pendant plusieurs années durant les années 1990, il a servi de président associé pour les dîners annuels new yorkais servant à récolter des fonds pour Bet El, une colonie militante près de Ramallah. En 20 ans de présence à la Conférence, Hoenlein s'est assuré qu'Israël puisse poursuivre n'importe quelle politique choisie, y compris son expansion en Cisjordanie, sans aucune interférence des Etats-Unis. Durant les

années Clinton, la «Conference of Presidents» était très enthousiaste durant la campagne pour le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem.

En octobre 1995, le «Jerusalem Embassy Act» a été largement accepté dans les deux chambres du Congrès. La loi prévoyait le transfert de l'ambassade à Jérusalem en 1999 à moins que le président n'invoque un désistement au nom de la sécurité nationale. Ne voulant pas s'opposer au CAIAP, le président Clinton laissa passer le projet de loi sans le signer. Comme prévu, des protestations véhémentes se firent entendre dans toutes les capitales arabes et Clinton accomplit son devoir et invoqua le désistement, et il n'y eut pas de transfert. Mais tous les 6 mois son administration doit soumettre au Congrès un rapport expliquant comment il appliquait la loi.

Autre exemple sous l'administration de George Bush jr, à l'occasion de la présentation, en avril 2003, de la «road map» (plan de route) pour le Moyen Orient. Le plan désignait une série de voies parallèles que les Israéliens et les Palestiniens devaient emprunter simultanément et qui devaient mener à la création d'un Etat palestinien indépendant au cours de l'année 2005. Le plan reflétait la conviction de l'administration selon laquelle, comme elle se préparait à envahir l'Irak, elle devait montrer au monde arabe qu'elle travaillait activement pour résoudre l'impasse israélo-palestinienne.

Mais l'exigence qu'Israël travaille à un accord conjointement avec les Palestiniens semblait être pour le CAIAP et Sharon une pression politique regrettable et le lobby travailla avec ses amis au Congrès pour écrire une lettre qui en disait autant. Le plan de route finit par échouer. Cela a été causé par plusieurs facteurs, notamment la violence continue dans la région, mais la pression exercée par le CAIAP y a certainement contribué. Il en est de même pour le dossier nucléaire iranien.

Un élément clé du réseau est le «Washington Institute For Near East Policy». Le CAIAP a aidé à la création de cet organisme de réflexion en 1985, avec Martin Indyk, directeur de recherche du CAIAP qui en est devenu le premier directeur. Ses politiques sont globalement le miroir de celles du CAIAP. Le directeur exécutif, Robert Satloff, est un néo-conservateur, le directeur de recherche, Patrick Clawson, a été un partisan d'un changement de régime en Iran et pour une confrontation entre les Etats-Unis et Téhéran au sujet de son programme nucléaire. Enfin, dernier et non le moindre, l'éditeur du «Activities Update» n'est autre que Michael Lewis, fils de Bernard Lewis, l'universitaire de Princetown et interprète du monde arabe qui a donné des conseils à l'administration George Bush dans les mois précédant la guerre en Irak, et, surtout, Maître à penser de l'intellectuel évolutif Alexandre Adler, éditorialiste au Figaro et de la cohorte des néo conservateurs français.

IV – La capitulation américaine face à Israël: Une assistance au suicide

La capitulation de Barack Obama, président de la première puissance militaire de la planète, devant le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu sur les conditions de déroulement des négociations israélo-palestiniennes, la pression permanente exercée par Israël sur les Etats-Unis et l'Europe, tant en ce qui concerne la neutralisation du potentiel nucléaire iranien que sur les conclusions de l'enquête internationale du Tribunal spécial sur le Liban concernant l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, illustrent la prédominance du fait israélien dans la détermination de la diplomatie occidentale, au point de brider sa marge de manœuvre, entraînant, par contre coup, sa perte d'autonomie; Un fait qui explique une part du rejet occidental dans la sphère arabo musulmane.

Jamais dans l'histoire de l'humanité, une superpuissance de 310 millions d'habitants n'est apparue aussi complètement inféodée à un petit pays de sept millions d'individus.

Jamais dans l'histoire, un pays au PIB annuel de l'ordre de 200 milliards de dollars, n'a autant imposé sa volonté à une superpuissance pesant 14. 510 milliards de PIB annuel. En vain.

Au point que des universitaires américains posent la question du bien fondé de cette alliance, notamment Andrew Bacevic, professeur des relations internationales à la Boston University, qui dresse le constat de «l'échec l'art occidental de la guerre (4) et que le militant de la paix israélien Uri Avnery estime que le soutien américain à Israël relève de l'assistance au suicide (5).

L'hostilité grandissante de l'opinion mondiale vis à vis d'un tel comportement s'est récemment traduite par la reconnaissance de l'Etat de Palestine dans les frontières de 1967 par le Brésil, la Bolivie, l'Argentine, ainsi que par la lettre de 26 anciens dirigeants européens (Chris Patten, Giuliano Amato, Felipe González, Lionel Jospin, Hubert Védrine, Romano Prodi, Javier Solana) appelant l'Union européenne à prendre des sanctions si, d'ici le printemps, le gouvernement israélien ne change pas de politique.

Mais, curieusement, la sonnette d'alarme des dirigeants européens n'a pas rencontré beaucoup d'échos dans la presse internationale, particulièrement française, signe patent de la tétanie des medecarates devant le lobby pro israélien.

René Naba

Suivra ... RN

15.01.2011 | Paris

Notes

1- Jonathan Cook, The national (Nazareth) Le 25 juillet 2009. Pour consulter cet article, le lien suivant:

<http://www.thenational.ae/apps/pbcs.dll/article?AID=/20090721/FOREIGN/707209856/1135>

2 – A propos de Spot and shoot Cf à ce propos: <http://news.antiwar.com/2010/07/12/israels-spot-and-shoot-system-aims-to-perfect-joystick-based-warfare/>

3- Comment Israël tente d'étouffer le débat, Michael Massing 11 Mai 2006. Paru en anglais sous le titre "The Storm over the Israel Lobby" IN THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS, VOLUME 53, NUMÉRO 10, 8 JUIN 2006, Voir en ligne: <http://www.nybooks.com/articles/19062>. Ainsi que: «Le lobby pro israélien et la politique étrangère américaine» de John Mearsheimer et S.Valt –Editions La Découverte- septembre 2007 -«Une haine

imaginaire? Essai sur le nouvel antisémitisme en France» de Guillaume Weil Raynal- Editions Armand Collin-2006. -«Les nouveaux désinformateurs» de Guillaume Weil Raynal- Editions Armand Collon-2007.

4- Sur la stratégie globale de l'occident, Cf. à ce propos «La fin de l'histoire militaire? Les Etats-Unis, Israël et l'échec de l'art occidental de la guerre par Andrew J. Bacevich, Professeur d'Histoire et de relations internationales à la Boston University, mis en ligne le 27 Décembre 2010 sur tom dispatch.com. Texte traduit en français par Albert Caillé.

<https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=gmail&attid=0.1&thid=12d2e2f02a282719&mt=application/>

5- Uri Avnery: «En Israël, une telle assistance est un crime. En revanche, le suicide ne l'est pas. Ceux que les dieux veulent détruire, ils les rendent d'abord fous. Espérons que nous retrouverons nos esprits avant qu'il ne soit trop tard' », écrit le pacifiste israélien face à l'hostilité grandissante de l'opinion mondiale vis à vis d'un tel comportement. («Ship of fools 2», Gush Shalom, 18 Décembre 2010).

[René Naba](#)

le jan 15 2011.

<http://www.renenaba.com:80/?p=3704>

2-3 Video : Tous les chefs d'Etat arabes tremblent devant Israël, Obama avec...

Ecoutez bien ce que dit ce journaliste palestinien. De Moubarak et des chefs d'état arabes. Et combien il a raison. Y compris sur Obama, l'esclave de l'AIPAC. Chapeau.

<http://palestine.over-blog.net:80/article-video-tous-les-chefs-d-etat-arabes-tremblent-devant-israel-obama-avec-67723116.html>

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10202

2-4 Video : Gideon Levy et Yossi Halevi : Deux points de vue différents de la situation.

Le dialogue porte autour du carnage qui a eu lieu à Gaza. On voit là la différence de penser entre un Juste, Gideon Levy et quelqu'un de complètement formaté qui ne voit pas la réalité telle qu'elle...

<http://palestine.over-blog.net/article-video-gideon-levy-et-yossi-halevi-deux-points-de-vue-differents-de-la-situation-67722639.html>

3 Histoire

3-1 Conférence de presse du Général de Gaulle, le 22 novembre 1967 : Texte de la Conférence.

« L'établissement, entre les deux guerres mondiales, car il faut remonter jusque là, l'établissement d'un foyer sioniste en Palestine et puis, après la deuxième guerre mondiale, l'établissement d'un Etat d'Israël, soulevaient, à l'époque, un certain nombre d'appréhensions. On pouvait se demander, en effet, et on se demandait même chez beaucoup de juifs, si l'implantation de cette communauté sur des terres qui avaient été acquises dans des conditions plus ou moins justifiables et au milieu des peuples arabes qui lui étaient foncièrement hostiles, n'allait pas entraîner d'incessants, d'interminables frictions et conflits. Certains même redoutaient que les juifs, jusqu'alors dispersés, qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, n'en viennent, une fois qu'ils seraient rassemblés dans le site de leur ancienne grandeur, à changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis dix-neuf siècles : l'an prochain à Jérusalem. Cependant, en dépit du flot tantôt montant tantôt descendant des malveillances qu'ils provoquaient, qu'ils suscitaient plus exactement, dans certains pays et à certaines époques, un capital considérable d'intérêt et même de sympathie s'était accumulé en leur faveur, surtout, il faut bien le dire, dans la chrétienté ; un capital qui était issu de l'immense souvenir du Testament, nourri par toutes les source d'une magnifique liturgie, entretenu par la commisération qu'inspirait leur antique malheur et que poétisait chez nous la légende du Juif errant, accru par les abominables persécutions qu'ils avaient subies pendant la deuxième guerre mondiale, et grossi depuis qu'ils avaient retrouvé une patrie, par leurs travaux constructifs et le courage de leurs soldats. C'est pourquoi, indépendamment des vastes concours en argent, en influence, en propagande, que les Israéliens recevaient des milieux juifs d'Amérique et d'Europe, beaucoup de pays, dont la France, voyaient avec satisfaction l'établissement de leur Etat sur le territoire que leur avaient reconnu les Puissances, tout en désirant qu'ils parviennent, en usant d'un peu de modestie, à trouver avec leurs voisins un modus vivendi pacifique. Il faut dire que ces données psychologiques avaient quelque peu changé depuis 1956, à la faveur de l'expédition franco-britannique de Suez on avait vu apparaître en effet, un Etat d'Israël guerrier et résolu à s'agrandir. Ensuite, l'action qu'il menait pour doubler sa population par l'immigration de nouveaux éléments, donnait à penser que le territoire qu'il avait acquis ne lui suffirait pas longtemps et qu'il serait porté, pour l'agrandir, à saisir toute occasion qui se présenterait. C'est pourquoi, d'ailleurs, la Vème République s'était dégagée vis-à-vis d'Israël des liens spéciaux et très étroits que le régime précédent avait noués avec cet Etat, et s'était appliquée au contraire à favoriser la détente dans le Moyen-Orient. Bien sûr, nous conservions avec le gouvernement israélien des rapports cordiaux et, même, nous lui fournissions pour sa défense

éventuelle, les armements qu'il demandait d'acheter. Mais, en même temps, nous lui prodiguions des avis de modération, notamment à propos des litiges qui concernaient les eaux du Jourdain ou bien des escarmouches qui opposaient périodiquement les forces des deux camps. Enfin, nous nous refusions à donner officiellement notre aval à son installation dans un quartier de Jérusalem dont il s'était emparé et nous maintenions notre ambassade à Tel-Aviv.

Une fois mis un terme à l'affaire algérienne, nous avions repris avec les peuples arabes d'Orient la même politique d'amitié, de coopération qui avaient été pendant des siècles celle de la France dans cette partie du monde et dont la raison et le sentiment font qu'elle doit être aujourd'hui une des bases fondamentales de notre politique extérieure. Bien entendu, nous ne laissons pas ignorer aux Arabes que, pour nous, l'Etat d'Israël était un fait accompli et que nous n'admettrions pas qu'il fût détruit. De sorte qu'on pouvait imaginer qu'un jour viendrait où notre pays pourrait aider directement à ce qu'une paix fût conclue et garantie en Orient, pourvu qu'aucun drame nouveau ne vînt la déchirer.

Hélas ! Le drame est venu. Il avait été préparé par une tension très grande et constante qui résultait du sort scandaleux des réfugiés en Jordanie, et aussi d'une menace de destruction prodiguée contre Israël. Le 22 mai, l'affaire d'Aqaba, fâcheusement créée par l'Egypte, allait offrir un prétexte à ceux qui rêvaient d'en découdre. Pour éviter les hostilités, la France avait, dès le 24 mai, proposé aux trois autres grandes puissances d'interdire, conjointement avec elle, à chacune des deux parties d'entamer le combat. Le 2 juin, le gouvernement français avait officiellement déclaré, qu'éventuellement, il donnerait tort à quiconque entamerait le premier l'action des armes, et c'est ce que j'avais moi-même, le 24 mai dernier, déclaré à Monsieur Eban, ministre des Affaires étrangères d'Israël, que je voyais à Paris. "Si Israël est attaqué", lui dis-je alors en substance, "nous ne le laisserons pas détruire, mais si vous attaquez, nous condamnerons votre initiative. Certes, malgré l'infériorité numérique de votre population, étant donné que vous êtes beaucoup mieux organisés, beaucoup plus rassemblés, beaucoup mieux armés que les Arabes, je ne doute pas que le cas échéant, vous remporteriez des succès militaires, mais ensuite, vous vous trouveriez engagés sur le terrain et au point de vue international, dans des difficultés grandissantes, d'autant plus que la guerre en Orient ne peut pas manquer d'augmenter dans le monde une tension déplorable et d'avoir des conséquences très malencontreuses pour beaucoup de pays, si bien que ce serait à vous, devenus des conquérants, qu'on en imputerait peu à peu les inconvénients."

On sait que la voix de la France n'a pas été entendue. Israël, ayant attaqué, s'est emparé, en six jours de combat, des objectifs qu'il voulait atteindre. Maintenant, il organise sur les territoires qu'il a pris l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions, et il s'y manifeste contre lui une résistance, qu'à son tour il qualifie de terrorisme. Il est vrai que les deux belligérants observent, pour le moment, d'une manière plus ou moins précaire et irrégulière, le cessez-le-feu prescrit par les Nations unies, mais il est bien évident que le conflit n'est que suspendu et qu'il ne peut y avoir de solution sauf par la voie internationale. Un règlement dans cette voie, à moins que les Nations unies ne déchirent elles-mêmes leur propre charte, doit avoir pour base l'évacuation des territoires qui ont été pris par la force, la fin de toute belligérance et la reconnaissance réciproque de chacun des Etats en cause par tous les autres. Après quoi, par des décisions des Nations unies, en présence et sous la garantie de leurs forces, il serait probablement possible d'arrêter le tracé précis des frontières, les conditions de la vie et de la sécurité des deux côtés, le sort des réfugiés et des minorités et les modalités de la libre navigation pour tous, notamment dans le golfe d'Aqaba et dans le canal de Suez. Suivant la France, dans cette hypothèse, Jérusalem devrait recevoir un statut international. Pour qu'un tel règlement puisse être mis en œuvre, il faudrait qu'il y eût l'accord des grandes puissances (qui entraînerait ipso facto celui des Nations unies) et, si un tel accord voyait le jour, la France est d'avance disposée à prêter sur place son concours politique, économique et militaire, pour que cet accord soit effectivement appliqué. Mais on ne voit pas comment un accord quelconque pourrait naître non point fictivement sur quelque formule creuse, mais effectivement pour une action commune, tant que l'une des plus grandes des quatre ne se sera pas dégagée de la guerre odieuse qu'elle mène ailleurs. Car tout se tient dans le monde d'aujourd'hui. Sans le drame du Vietnam, le conflit entre Israël et les Arabes ne serait pas devenu ce qu'il est et si, demain, l'Asie du Sud-Est voyait renaître la paix, le Moyen-Orient l'aurait bientôt recouvrée à la faveur de la détente générale qui suivrait un pareil événement. » [3]

Silvia Cattori

19 -02-2011

<http://www.silviacattori.net/article1538.html>

Voir également :

« Non, Monsieur Sarkozy, c'est la sécurité des Palestiniens qui est menacée », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 1er juillet 2008.

[1] Voir :

« [Dossier Salah Hamouri](#) », palestine-solidarite.org.

« [Lettre à Bernard Kouchner](#) », par Jean-Claude Lefort, palestine-solidarite.org, 30 octobre 2010.

« [Message de Denise Hamouri](#) », mère du détenu, palestine-solidarite.org, 23 octobre 2008.

[2] « [The Imam said this regime occupying Jerusalem must vanish from the page of time](#) »

Voir : « ["Whipped of the Mapp" – The Rumor of the Century](#) », par Arash Norouzi, mohammadmossadegh.com, 18 janvier 2007.

[3] Source :

http://egea.over-blog.com/pages/De_Gaulle_conference_de_presse_du_22_XI_1967_Israel-492069.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19

